



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2020-0230 du **16 OCT. 2020**

**OBIET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
SAS Maurice FERARD à BERNAY-NEUVY-EN-CHAMPAGNE ;
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'Ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mars 2004 modifié sur les silos relevant du régime d'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°01.4942 du 20 novembre 2001 autorisant la SAS Maurice FERARD située 30 rue de Neuvy « Le Grand Clos » à BERNAY-EN-CHAMPAGNE à exploiter notamment un silo de stockage de céréales ;

Vu le récépissé de déclaration simplifiée d'antériorité du 14 avril 2003 relatif à la rubrique 1155-3 de la nomenclature des installations classées, accordé à la SA Maurice FERARD ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013113-0048 du 06 mai 2013 portant sur la modification des installations et la construction d'un silo plat par la SAS Maurice FERARD ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0555 du 21 octobre 2016 relatif à l'enregistrement d'un silo plat et actualisant les prescriptions pour le site exploité par la SAS Maurice FERARD ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 07 septembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

Considérant que lors de la visite en date du 28 août 2020 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Des non-conformités majeures à la réglementation applicable :
 - Absence d'asservissement des équipements de manutention avec les moyens d'aspiration ;
 - Absence de certains contrôleurs de rotation ou déport de bande démonté ;
 - Absence de contrôle a minima annuel des dispositifs de sécurité associés aux équipements de manutention ;
 - Absence de procédure de nettoyage et d'encadrement de l'utilisation d'autres moyens de nettoyage que l'aspirateur ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0555 du 21 octobre 2016 et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS Maurice FERARD de respecter les prescriptions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 10 septembre 2020 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe

ARRÊTE

Article 1 - La SAS MAURICE FERARD exploitant une installation de stockage de céréales sise au lieu-dit Le Grand Clos sur la commune de BERNAY-NEUVY-EN-CHAMPAGNE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

- d'ici 3 mois

- *La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation ;*
- *Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.*

- d'ici le 1^{er} juin 2021.

- *Article 2.1.5 : A. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle ;
Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation ;*
- *Article 2.1.5 : B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes ;*
- *Article 2.1.5 : C. Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente ;*

Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les devis signés attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 correspondant à l'échéance fixée au 1^{er} juin 2021.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :


- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, le maire de BERNAY-NEUVY-EN-CHAMPAGNE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON

